

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt du Centre Val-de-Loire

Service Régional de l'Alimentation

MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCÉDURE DE L'APPEL D'OFFRE OUVERT
(Code de la commande publique : articles L2124-1 à L2124-4, R2124-1 à R2114-6,
R 2161-2 à R2161-4)

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
commun à tous les lots**

Référence de la consultation

DRAAF_CENTRE_CAPRICORNE_2026

Pouvoir adjudicateur

État - Préfet de la Région Centre-Val de Loire

Représentant du pouvoir adjudicateur

Madame la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt du Centre-Val de Loire (DRAAF)

Cité administrative Coligny

131 rue du Faubourg Bannier

45042 Orléans Cedex1

Tél. : 02-38-77-41-11

Fax : 02-38-77-41-00

Mail : sral.draaf-centre-val-de-loire@agriculture.gouv.fr

Objet de la consultation

**Campagne hivernale 2026-2027 de recensement et de diagnostic des arbres
hôtes du capricorne asiatique dans la zone délimitée du foyer giennois**

TABLE DES MATIÈRES	
ARTICLE 1ER. OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ	3
2-1 Durée	3
2-2 Maîtrise d'ouvrage	4
ARTICLE 3. TRANCHES - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4. DÉFINITION DES MISSIONS	4
ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 7. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	5
7-1 Équipe et Chef d'Équipe	5
7-2 Communication des difficultés	5
7-3 Discrétion et confidentialité	5
7-4 Changements de statut, de coordonnées bancaires	5
7-5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	6
7-6 Formalités administratives	6
ARTICLE 8. ENGAGEMENTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	8
ARTICLE 9. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	8
ARTICLE 10. FORME ET CONTENU DU PRIX	8
ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHE	9
11-1 Avance	9
11-2 Acomptes	9
11-3 Adresse de facturation	9
11-4 Délai de paiement	10
11-5 Changements affectant le titulaire	10
ARTICLE 12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET EXPLOITATION DES RÉSULTATS	11
ARTICLE 13. MODALITÉS DE VÉRIFICATION DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS- GARANTIE	12
ARTICLE 14. PÉNALITÉS	12
14-1 Pénalités de retard d'exécution	12
14-2 Autres pénalités	12
ARTICLE 15. LA SOUS-TRAITANCE	12
15-1 - Acceptation des sous-traitants	12
15-2 Paiement des sous-traitants	13
ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCES	14
ARTICLE 17. RÉSILIATION	14
ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES LITIGES	14
ARTICLE 19. DEROGATIONS AU CCAG-PI	15

ARTICLE 1ER. OBJET DU MARCHÉ

Dans le cadre d'un plan de lutte visant à éradiquer le Capricorne asiatique (*Anoplophora glabripennis*) dans le Loiret, le présent marché a pour objet :

- 1- d'actualiser et de compléter le recensement exhaustif des arbres appartenant aux essences hôtes du capricorne asiatique, listées en *annexe 1* du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans la zone délimitée définie par l'arrêté préfectoral en vigueur (*annexe 3 du CCTP*) ;
- 2- de diagnostiquer par inspection visuelle fine par grimper du tronc et du houppier de tous les arbres hôtes déjà recensés ou à recenser, de façon à repérer tout indice susceptible d'indiquer la présence du capricorne asiatique.

Les lieux d'exécution des prestations sont situés sur les communes de Gien, Poilly-lez-Gien et Saint-Martin-sur-Ocre (voir *annexe 3 du CCTP*) selon 4 lots décrits au point 3.1 du CCTP.

Le contexte est détaillé dans le CCTP.

ARTICLE 2. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

Chaque candidat peut faire une offre pour chacun des 4 lots, mais il ne lui pourra être attribuer que 3 lots au maximum. Dans le cas où il répond à plusieurs lots, le candidat a la possibilité de s'autolimiter en indiquant le nombre maximum de lots pour lesquels il peut s'engager.

2-1 Durée

La durée du marché est de 12 mois à compter de sa date de notification.

La durée et le délai d'exécution sont détaillés dans l'article 1 du CCTP.

Un ordre de service de lancement des prestations sera établi pour chaque lot.

En cas de difficulté pour tenir les délais, le prestataire le signale au pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 13-3 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), toute demande de prolongation des délais d'exécution des prestations par le prestataire doit être faite par écrit **au plus tard 15 jours avant la date de fin d'exécution des prestations.**

Le pouvoir adjudicateur peut décider de la prolongation de ce délai d'exécution par une décision expresse notifiée par écrit.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché au titulaire, les mêmes effets que le délai contractuel.

2-2 Maîtrise d'ouvrage

La fonction de maîtrise d'ouvrage est assurée par la DRAAF Centre-Val de Loire. Elle conserve le droit d'apprécier l'opportunité des adaptations à apporter au programme et au budget d'origine.

ARTICLE 3. TRANCHES - ALLOTISSEMENT

Le marché est un marché public alloti en application des articles L. 2113-10, L2113-11 et R2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique relatifs aux marchés publics.

Le marché comporte 4 lots :

Lot 1 : superficie= 2,74 km² (annexes 4 et 5 du CCTP)

Lot 2 : superficie= 3,5 km² (annexes 6 et 7 du CCTP), **au cœur du foyer**

Lot 3 : superficie= 2,9 km² (annexes 8 et 9 du CCTP)

Lot 4 : superficie= 2,92 km² (annexes 10 et 11 du CCTP)

ARTICLE 4. DÉFINITION DES MISSIONS

La description des missions et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le présent document et dans le CCTP.

ARTICLE 5. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- un acte d'engagement par lot ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes communs à tous les lots et ses annexes ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le détail estimatif (DGPF) par lot ;
- le mémoire technique ;
- le planning d'exécution par lot.

L'exemplaire original des pièces constitutives du marché, conservé dans les archives de la personne représentant le pouvoir adjudicateur fait seul foi.

ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'effectuent selon les règles de l'art et de la profession.

Le titulaire fournit les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du CCTP pour l'exécution de chacune des prestations.

ARTICLE 7. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

En cas de litige, la loi française est seule applicable au présent marché, les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de compte est l'Euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance pour chaque lot doit être rédigé en français.

7-1 Équipe et Chef d'Équipe

L'équipe est définie par le titulaire ou le groupement titulaire dans sa proposition technique.

Toute modification de la composition de cette équipe doit être signalée par écrit par le titulaire ou le mandataire du groupement titulaire dès qu'il en a connaissance au représentant du pouvoir adjudicateur, et est soumise à autorisation préalable et expresse de ce dernier. Tout nouveau membre de l'équipe arrivant durant la campagne en cours doit être signalé à la DRAAF qui le formera avant de participer aux prospections.

Tout remplacement s'effectue à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des prestations.

7-2 Communication des difficultés

Pour chaque prestation commandée, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur, dans un délai de 48 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant du pouvoir adjudicateur par courrier électronique à l'adresse suivante : sral.draaf-centre-val-de-loire@agriculture.gouv.fr.

7-3 Discretion et confidentialité

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

7-4 Changements de statut, de coordonnées bancaires

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au représentant du pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur le présent

marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

7-5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail :

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché (voir 7.6 ci-dessous).

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Le titulaire procède à la mise en place des dispositifs requis en matière de signalisation et de sécurité des biens et des personnes.

Il utilise les matériels et outillages les mieux adaptés pour la bonne exécution des prestations.

Le titulaire fait intervenir des personnes qualifiées, ses grimpeurs détiennent des attestations d'habilitation (cf. article 4 du CCTP). Toute personne intervenant sur les lieux de prestation aura été formée à la reconnaissance des signes de présence du capricorne asiatique au préalable par le représentant du pouvoir adjudicateur.

7-6 Formalités administratives

- Assurance de responsabilité civile pendant et après les prestations à fournir avant chaque début de campagne

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels, doivent détenir une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître d'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

- Le titulaire produit, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail :

s'il est établi en France,

- une attestation, datant de moins de six mois, de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales,
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les attestations fiscales et sociales ont été satisfaites
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou —lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait K bis ni une carte d'identification — le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises,
- et, s'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R.3243-1 du code du travail ;

s'il est établi à l'étranger,

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts — ou s'il n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de six mois,
- si son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- et, s'il emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur certifiant de la fourniture à ses salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou de documents équivalents.

Si le titulaire refuse de produire ces pièces ou produit des pièces inexactes, le marché est résilié suivant les dispositions de l'article 17 ci-dessous.

Les documents et attestations sont rédigés en langue française ou sont accompagnés d'une traduction en langue française.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur, lors de la notification du marché puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la liste nominative des salariés étrangers qui sont employés pour l'exécution du marché et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail est établie à partir du registre unique du personnel.

ARTICLE 8. ENGAGEMENTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le représentant du pouvoir adjudicateur fournit toute information utile au titulaire pour l'exécution du marché.

Dès la notification du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à la représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

ARTICLE 9. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations.

La non-exécution ou la mauvaise exécution des prestations conduisant à une impossibilité pour le pouvoir adjudicateur d'utiliser tout ou partie des résultats, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article « Résiliation », après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet.

ARTICLE 10. FORME ET CONTENU DU PRIX

Ce marché est unique et à prix forfaitaire. Le prix n'est pas révisable. Il est ferme et non actualisable.

Il est exprimé en hors taxes et sera majoré de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

Le prix :

- est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- est exclusif de tout autre traitement ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation du marché de telle sorte que pour l'exécution complète des prestations stipulées dans le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur n'ait rien à payer au titulaire en sus, sous quelque forme ou quelque prétexte que ce puisse être.

Ce prix est définitif (article R2112-8 du code de la commande publique relatif aux marchés publics) et ferme (R2112-9 du code de la commande publique relatif aux marchés publics).

ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

11-1 Avance

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitant et donnant lieu à paiement (article R2191-6 et R2191-7 du code de la commande publique)

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé ci-dessous compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la commande a atteint 65 % du montant initial TTC. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si les conditions de l'article R. 2193-10 ou de l'article R. 2393-33 du code de la commande publique sont vérifiées, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées à l'articles R2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

11-2 Acomptes

Les différents acomptes sont versés sur présentation de factures dans le respect des dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique relatifs aux marchés publics.

Le versement des acomptes est effectué selon une périodicité trimestrielle.

Le montant facturé devra être conforme aux prestations réellement exécutées, le montant des acomptes ne pouvant excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le paiement s'effectue dès réception de la facture après validation du service fait par le service prescripteur, sur la base d'un état d'avancement de l'étude et/ou des livrables apportés par le titulaire.

11-3 Adresse de facturation

Chaque facture doit être dématérialisée et transmise via la plateforme de paiement Chorus Pro accessible à l'adresse suivante: <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Code SE : CGFB200045

Destinataire Etat : Siret 11000201100044

La facture comporte impérativement et de manière lisible les éléments suivants :

- le nom, raison sociale ainsi que l'adresse du Pouvoir adjudicateur

- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire, ou du mandataire du groupement titulaire solidaire ou du co-titulaire conjoint ;
- la référence au marché ;
- le numéro du marché ;
- le détail des prestations exécutées (notamment les dates effectives de réalisation...) ;
- le montant total H.T., celui de la T.V.A .et son taux et le montant T.T.C. des prestations.

11-4 Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, sur le compte bancaire indiqué à l'article **B3** de l'acte d'engagement.

Le paiement est effectué, après vérification du service fait et dans les conditions de l'article 7 du CCTP, dans un délai de 30 jours, compté à partir de la date de réception de la demande de paiement du titulaire, par le maître d'ouvrage, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations constatées conformes en tous points aux engagements¹ ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, les co-traitants ou les sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

En application des R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement principales les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Une indemnité fixe pour frais de recouvrement de 40 € est versée, dès le déclenchement du processus de versement des intérêts moratoires conformément aux dispositions de l'article D2192-35 du code de la commande publique.

11-5 Changements affectant le titulaire

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET, déclaration/modification des conditions de sous-traitance et co-traitance après la date d'exécution du marché ou autre).

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

¹ A réception des travaux, un contrôle *in situ* sera effectué sur un échantillon d'arbres. En cas de prestations (e. g. actualisation des données) non réalisées ou incomplètes, le paiement sera effectué au prorata du travail constaté conforme, et au regard des éléments du DPGF.

ARTICLE 12. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET EXPLOITATION DES RÉSULTATS

La propriété des résultats des prestations est régie conformément l'article 35 du CCAG-PI relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatif aux résultats.

Par la signature du présent marché en contrepartie de sa rémunération, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur l'ensemble de ses droits d'auteurs patrimoniaux sur le résultat des prestations exécutées dans le cadre de sa prestation, au fur et à mesure de leur création.

La cession des droits patrimoniaux définis au présent marché, vaut pour les documents préparatoires et définitifs, pour tout usage, externe ou interne, à titre gratuit ou onéreux.

La cession concerne les droits d'utilisation, d'exploitation, de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, de mise sur le marché, de transmission à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, sans l'autorisation préalable du titulaire et sans autre contrepartie financière.

Cette cession vaut pour les créations réalisées par le titulaire, ses salariés et ses sous-traitants ou tout autre tiers au marché.

La cession porte en particulier sur les droits suivants :

- le droit d'utilisation par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne à sa convenance ;
- le droit de reproduire les créations réalisées par le titulaire ou ses représentants, pour le compte du pouvoir adjudicateur les documents préparatoires, les documents finaux sous forme d'écrits, de graphiques, de schémas, de notes de calcul, par tous procédés techniques présents et à venir, en intégralité ou par extraits, en version originale, traduite, ou adaptée, sur tous supports graphiques ou numériques (CD-ROM, DVD, disque optique, carte, clés de stockage ou serveur distant, sans que cette liste soit exhaustive,...) dans toutes les définitions, en tout format et quelle que soit la technologie utilisée pour accéder à ces documents et supports. Le droit de reproduction vaut aussi pour le stockage. Le nombre d'exemplaires est illimité.
- le droit de diffuser sur tout site internet et sur le site intranet du pouvoir adjudicateur ou de toute personne à sa convenance, les documents réalisés par le titulaire du marché, dans leur intégralité ou par extraits, à titre gratuit ou onéreux.
- le droit de procéder ou faire procéder aux traductions, adaptations et, sous réserve du droit moral des auteurs, modifications, additions ou suppressions nécessaires à l'exploitation des créations, en intégralité ou par extraits, par tous les modes et procédés précédemment visés.
- le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française ou étrangère. Le droit d'adaptation comprend le droit de traduction, d'arrangement, de modification, de transformation, en tout ou partie, sous forme écrite, orale, télématique, numérique.
- le droit d'exploitation comprend notamment le droit d'exploiter directement ou indirectement et d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger, par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'exploitation
- la cession des droits au profit du pouvoir adjudicateur comprend également les droits de propriété sur les titres que le titulaire aurait pu déposer sur les prestations ou les résultats des prestations, objet du présent marché.

La cession des droits telle que définie précédemment est accordée par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour une durée de 70 ans dans le monde entier, dans toutes les langues.

Le titulaire ne pourra exploiter les résultats qu'en faisant une demande au pouvoir adjudicateur qui devra donner un accord écrit en application de l'article 35.2.3 du CCAG/PI.

Le pouvoir adjudicateur lui accorde le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir-faire.

ARTICLE 13. MODALITÉS DE VÉRIFICATION DE RÉCEPTION DES PRESTATIONS- GARANTIE

Il sera fait application des dispositions des articles 28 et 29 - chapitre 5 du CCAG/PI.

ARTICLE 14. PÉNALITÉS

14-1 Pénalités de retard d'exécution

La date d'exécution du marché est arrêtée à la date de transmission des bases de données constatées conformes au regard du CCTP notamment pour l'atteinte du taux minimum de 96% de prospection de la surface du lot.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG.PI, le non-respect du délai global d'exécution mentionné à l'article 2 du présent marché entraîne, après mise en demeure préalable, l'application de pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans la réalisation des prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, **par jour de retard, une pénalité de retard forfaitaire d'un montant égal à 1% du montant total hors taxe du marché.**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités dues quel qu'en soit le montant sans toutefois que leur montant total n'excède 15 % du montant totale hors taxe du marché.

14-2 Autres pénalités

En application de l'article 8222-6 du code du travail une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant de cette pénalité est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 15. LA SOUS-TRAITANCE

15-1 - Acceptation des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le titulaire présente une demande de sous-traitance postérieurement à la notification du marché, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance — et, le cas échéant, les modalités de variation des prix — et les capacités professionnelles et financières du sous-traitant. Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial – ou s'il envisage de modifier la répartition des prestations entre lui-même et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes –, il demande la modification de l'exemplaire unique. Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation de l'augmentation ou de la nouvelle répartition des prestations sous-traitées.

15-2 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, selon les modalités de l'article Articles L2193-1 à L2193-22 du code de la commande publique.

Notamment, l'administration doit recevoir :

- du sous-traitant, une demande de paiement accompagnée des factures et d'une preuve attestant que cette demande a préalablement été adressée au titulaire (récépissé, accusé de réception, avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé) ;
- du titulaire, l'accord, total ou partiel, sur le paiement demandé, cet accord étant réputé acquis si le titulaire n'a pas notifié de refus quinze jours après avoir reçu la demande de paiement du sous traitant ou s'il a refusé ou n'a pas réclamé le pli contenant cette demande.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCES

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances selon les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, à chacun des membres du groupement attributaire, une copie certifiée conforme du marché en un exemplaire unique.

ARTICLE 17. RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/PI.

En outre, dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 8 du CCAG/PI

Le règlement amiable des litiges éventuels nés à l'occasion du présent marché est soumis aux dispositions prévues au chapitre du CCAG/PI cité ci-dessus. Les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret.

En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

ARTICLE 19. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG/PI :

Nature du document et article concerné	Nature de la dérogation	Article du CCAG concerné
CCAP - Article 2	Durée	CCAG – Article 13.3
CCAP - Article 5	Pièces constitutives du marché	CCAG – Article 4-1
CCAP – Article 14	Pénalités de retard d'exécution	CCAG – Article 14